Toute l'actualité de votre région en direct 24 h sur 24 sur
verviers.lameuse.be
Verviers

Une bière noire pour lutter contre le racisme

La brasserie Grand d'orge a suivi l'appel d'un brasseur américain en réponse au décès de George Floyd

© D.R. P.7

VERVIERS - PISCINE

Les clubs pas informés de la fermeture du site

Les clubs sportifs qui occupent les locaux de la piscine ont appris par la presse leur relocalisation

Les clubs sportifs, qui utilisent les infrastructures de la piscine de Verviers, n'ont pas été officiellement informés du futur chantier qui va s'y tenir et entraîner la fermeture du bâtiment pour au moins une année. Il n'en fallait pas plus pour créer une polémique verviétoise, sur fond de querelle entre socialistes…

L'annonce des travaux de rénovation de la piscine de Verviers n'a pas fait sauter de joie tout le monde. Ce n'est pas le projet en lui-même qui pose problème mais plutôt la communication qui l'entoure. Outre les clubs qui ont leurs activités aquatiques dans le bassin, le bâtiment abrite une dizaine d'autres clubs sportifs. Des clubs qui n'ont pas été informés officiellement de la fermeture prochaine de la piscine pour une année au moins, et qui ont donc appris la nouvelle par voie de presse !

De quoi énerver Eddy Gregoire, fondateur du club de krav maga, qui a fait connaître le fond de sa pensée dans un courrier envoyé à Synergis, la régie communale autonome (RCA) qui mène le projet de rénovation. « On est mis au pied du mur ! »

Voici 20 ans que son club loue une salle à la RCA. « Nous versons un loyer tous les trimestres. Pour la saison de septembre à juin, ça revient à plus ou moins 1.500 € HTVA. Il faut y ajouter une assurance RC, en cas de dégâts, d'une centaine d'euros. Le 8 septembre dernier, j'ai reçu un mail me rappelant de payer cette assurance. Et le 10, j'apprends dans la presse que la piscine va fermer un an à partir du 15 octobre ! » Eddy Gregoire savait que des travaux étaient programmés, « ça fait quelques années qu'on en parle. Mais ils auraient pu prendre contact avec les clubs pour les informer d'abord », estime-t-il. « Il fallait anticiper pour trouver des solutions. Mais on me dit que le président de la régie a refusé. »

PAS D'ANTICIPATION

Même écho chez Philippe Corman, du club de karaté. « C'est dommage que ça se soit fait comme ça et qu'il n'y ait pas eu d'anticipation. Être prévenu par les médias, je trouve ça un peu cavalier. Ils auraient au moins pu annoncer des relocalisations lors de la conférence de presse », indique-il. « Et nous n'avons toujours rien reçu d'officiel en plus. »

« On est mis au pied du mur ! Il fallait anticiper pour trouver des solutions »

Eddy Gregoire

Une problématique qui a interpellé Malik Ben Achour, en tant qu'ancien président de Synergis et actuel administrateur. « La bonne gestion aurait exigé qu'on anticipe en réunissant les clubs en juin ou juillet pour déjà évoquer des options de relocalisation avec notre aide, plutôt que de les mettre sur le fait accompli. Je déplore l'ordre de la part d'Alexandre Loffet de ne pas communiquer auprès des clubs en premier », indique le député. « On a assisté à une communication à la gloire du président de Synergis. » D'autant plus incompréhensible pour lui du fait que le ministre n'avait pas encore signé et que « le marché n'a pas encore été notifié à l'entrepreneur . On est vraiment dans la précipitation au profit d'une communication politique et au détriment des usagers du site ».

De son côté, Eddy Gregoire a fait chauffer son téléphone, le week-end, pour s'assurer une solution de relocalisation. « J'ai trouvé une salle à l'école Verdi. J'ai pris les devants en me délocalisant dès le 1er octobre, par sécurité. Mais ça aura un impact. » Les clubs sportifs ont en effet souffert du confinement et de la lente reprise. « Des gens se sont tournés vers d'autres activités sportives, parfois gratuites, et ils y ont pris goût. Du coup, on a déjà perdu des membres », explique le patron du club. « On a essayé de refaire de la publicité via Instagram, Facebook, mais aussi avec des flyers, des affiches à nos frais. Maintenant, il y a cette fermeture et une relocalisation. Quand on a des membres qui viennent de Theux et Spa, parfois en transports en commun, ça n'aide pas. » Heureusement pour lui, les horaires de son club resteront inchangés.

Entre-temps une réunion entre la RCA et les clubs a été programmée ce mercredi. « Je demanderai à Alexandre Loffet de rendre des comptes. On attend une aide d'urgence », avance Eddy Gregoire, qui espère bien être remboursé pour le versement de la prime d'assurance.

AURÉLIE FRANSOLET

Ils ont été avertis du début des travaux, mi octobre en principe, par la presse. © A.F.

Le président de la RCA réagit

« On crée un problème là où il n'y en a pas »

Pour le président de la RCA, il n'était pas question de faire des annonces aux clubs avec des dates approximatives. « L'attribution a été postposée à cause du covid, et le planning dépendait de l'attribution. Les clubs de natation ont été prévenus d'emblée, leur relocalisation était plus délicate. Pour ce qui est des occupants des salles, ça se fait en ce moment de manière paisible et apaisée, si ce n'est avec le club de krav maga qui est dans la contestation », estime Alexandre Loffet. « L'idée était de ne pas avoir de messages discordants. On avait dit qu'on les contacterait, ce qu'on fait en ce moment. » Il dénonce dans cette polémique, une occasion de « créer un problème là où il n'y en a pas, sur quelque chose de positif. D'autant que Malik Ben Achour n'est pas venu faire valoir ses arguments à la réunion du conseil d'administration. »

Des clubs sont en train d'être relocalisés dans le hall sportif de l'école d'Hodimont, au rez à Bielmont, mais également dans le hall Moray à Ensival. Pour ceux qui devraient occuper des salles, hors RCA, plus chères, une aide pourrait leur être apportée. « Il y a une enveloppe de 19.000 € d'aide globale aux clubs sportifs. S'il y a des réclamations, on va regarder ce qu'il y a lieu de faire. Nous avons un mois, voire plus (si des recours sont introduits par rapport à l'attribution du marché, ndlr), pour trouver des solutions », ajoute le président.

L'échevin des Sports et administrateur de Synergis soutient également qu'il était difficile d'anticiper tant que le planning (estimatif) des travaux n'était pas connu. Toutefois, il déplore un problème de communication. « Je regrette la manière dont ça s'est fait. Les clubs sportifs auraient dû être les premiers informés », estime Antoine Lukoki.

VERVIERS - POLITIQUE

La liste des projets de la majorité pas encore bouclée

Voici quelques semaines, la future majorité PS-MR-NV-cdH annonçait vouloir éviter un faux-départ. D'où le report du conseil communal d'installation du 14 au 21 septembre. La volonté était de pouvoir, le même jour, présenter la nouvelle équipe ainsi que les déclarations de politiques communales et sociales, soit les projets de la ville et du CPAS pour les quatre années à venir. Sauf que de DPC et de DPS, il n'en sera pas question lors du conseil communal du 21 septembre. Et pour cause, les élus auraient dû pour ça déposer la déclaration de politique communale jeudi dernier, le 10 septembre donc, chose qui n'a pas été faite. À l'heure actuelle, la DPC n'a d'ailleurs toujours pas été déposée. Ça tarde donc.

Lors de la présentation de la nouvelle majorité. © Y.B.

PLUSIEURS RAISONS INVOQUÉES

Pourquoi ? Plusieurs réponses nous ont été données. Une légale d'abord puisque l'échevin Maxime Degey nous explique que ce serait au nouveau collège de mettre à l'ordre du jour sa propre DPC. Une donnée qui nous a été confirmée par l'échevin Chefneux. « La directrice générale a attiré notre attention sur ce point. C'est au nouveau collège de déposer sa propre DPC », expose-t-il.

Jean-François Istasse, le futur bourgmestre, nous dit lui que le prochain conseil est déjà fort chargé. « On préfère donc faire un conseil communal spécial pour débattre de cette DPC », communique-t-il, tout en insistant sur le fait qu'elle est bouclée.

Bouclée, vraiment ? « Il nous reste simplement quelques petits détails techniques à régler », assure Jean-François Chefneux. De son côté, l'échevin de l'Urbanisme Freddy Breuwer nous a indiqué qu'il avait fait une série de remarques sur la DPC qu'on lui a transmise ce 11 septembre seulement. « J'attends d'ailleurs d'avoir une discussion concernant les remarques émises », insiste-t-il.

Quoi qu'il en soit, il faudra encore attendre un peu avant de voir de quoi sera fait le futur de Verviers en termes de projets. On ne nous promet pas de grands bouleversements par rapport à celle validée en janvier 2019, mais il semble tout de même que l'accouchement soit plus compliqué que prévu. On ne devrait par contre pas devoir attendre le 26 octobre, date du conseil ce mois-là, pour voter la DPC. On évoque en effet l'organisation d'un conseil spécial, au début du mois prochain, pour voter spécifiquement la liste des futurs projets à mettre en place.

LOÏC MANGUETTE